



RENDU EXECUTOIRE LE

- 8 FEV. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230126-23\_A\_SE\_0176-AR

S<sup>2</sup>LO

*Service  
des Etablissements et Services  
Sociaux et Médico-Sociaux*

**ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0176**

du **26 JAN. 2023**

Portant extension de l'habilitation partielle  
de la Résidence autonomie « L'AGE  
d'OR » à Lencloître, géré par l'Association  
de Gestion d'Etablissements et de Services  
(AGES) à accueillir des bénéficiaires de  
l'Aide Sociale à l'Hébergement

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la Vienne ;

VU le Schéma départemental des solidarités 2020-2024 adopté par délibération du  
Conseil Départemental de la Vienne le 20 décembre 2019

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental n°2018-A-DGAS-DHV-SE-  
0173 du 26 avril 2018 portant autorisation d'extension de la Résidence Autonomie « L'Age  
d'Or » à Lencloître géré par l'Association de Gestion d'Etablissements et de Services  
(AGES) pour une capacité de 57 logements pour 62 places maximum dont 2 d'hébergement  
temporaire ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne n° 2021  
DGAS/SE-0209 du 27 août 2021 portant habilitation partielle de la Résidence Autonomie «  
L'Age d'Or » de Lencloître à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement  
pour 1 place ;

VU la convention n°2022-C-DGAS-DA-SE-0008 du 2 mai 2022 portant  
habilitation partielle de la résidence Autonomie « L'Age d'Or » à Lencloître à accueillir des  
bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement complétant l'arrêté susvisé ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative à  
l'adoption du budget primitif 2023 ;

VU la demande d'extension d'habilitation partielle à l'aide sociale du gestionnaire  
de l'établissement reçue par courrier le 22 novembre 2022 ;

.../...

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** La Résidence Autonomie « L'Age d'Or » à Lencloître géré par l'Association de Gestion d'Etablissements et de Services (AGES), d'une capacité de 62 lits au total est autorisée à augmenter sa capacité d'accueil des bénéficiaires de l'aide sociale de 1 à 3 places à compter de la date de signature du présent arrêté.

En application de l'article L342-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, l'établissement s'engage à réserver ces places à l'accueil de personnes âgées ou en situation de handicap bénéficiaires de l'aide sociale départementale, dans le respect des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits des usagers et des dispositions du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens..

**ARTICLE 2 :** Les conditions et modalités de l'habilitation partielle, l'accueil des personnes âgées et l'évaluation de leur prise en charge fixés par la convention n°2022-C-DGAS-DA-SE-0008 susvisée, signée le 2 mai 2022 restent applicables.

**ARTICLE 3 :** L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée dans les conditions prévues à l'article L313-9 du CASF.

Cependant, les droits et les conditions d'accueil des résidents bénéficiant de l'aide sociale à la date du retrait d'habilitation ne sauraient être remis en cause.

**ARTICLE 4 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département ([lavienn86.fr](http://lavienn86.fr)) pour les autres personnes.

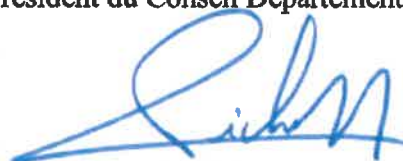
Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens» sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département ([lavienn86.fr](http://lavienn86.fr)) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télérécours citoyens» sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le gestionnaire, la Direction de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **26 JAN. 2023**

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Pichon', is written over a horizontal line.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 26/01/2023

Reçu en préfecture le 26/01/2023

Publié le



ID : 086-228600011-20230126-23\_A\_SE\_0176-AR